

Sept Belges sur dix vivent dans des logements trop grands

■ C'est le constat d'une étude de l'Institut pour un développement durable. L'économiste Philippe Defeyt avance des solutions.

Le nombre de logements a augmenté globalement plus vite que le nombre de ménages ces 20 dernières années, selon une étude de l'Institut pour un développement durable (IDD) publiée mercredi.

Le nombre de logements en Belgique est passé d'environ 4,4 millions en 1995 à 5,4 millions l'année dernière (+22,1%), et celui des ménages de 4,1 millions à 4,9 millions (+19%), d'après l'étude. Ces augmentations ont été plus marquées en Flandre (+23,5% de logements et +20,5% de ménages) qu'en Wallonie (+22,1% et +17,4%).

A Bruxelles, le nombre de ménages a, par contre, davantage augmenté que les logements (16,2% contre 15,1%).

La forte progression des logements s'explique notamment par une demande croissante en de nouvelles constructions mais aussi par l'augmentation des appartements, explique Philippe Defeyt, administrateur de l'IDD.

Il précise que si, effectivement, le nombre de logements a augmenté plus vite que le nombre de ménages, ce n'est pas vrai partout, ni sur tous les segments.

Selon lui, les personnes

seules et les ménages monoparentaux continuent à avoir davantage de difficultés à trouver un logement accessible, que d'autres catégories. Car beaucoup d'appartements sont destinés aux personnes qui investissent dans l'immobilier pour leurs vieux jours ou qui souhaitent quitter la campagne pour rejoindre la ville.

Des logements trop grands

L'étude met l'accent sur un autre phénomène: sept Belges sur dix occupent un logement trop grand pour eux.

A la RTBF, Philippe Defeyt a déclaré que la problématique ne concernait donc pas seulement le nombre total de logements, qui doit continuer à augmenter au vu des évolutions démographiques, mais aussi l'adéquation entre ces logements et leur(s) occupants(s). La question à se poser serait: le logement dans lequel je vis correspond-il bien à mes besoins?

Pour M. Defeyt, un certain nombre de personnes, âgées principalement, occupent un logement trop grand, qui leur coûte parfois très cher et qui est souvent difficile à revendre à un prix attractif.

Obstacles culturels

Des obstacles culturels sont par ailleurs en jeu. Il n'est pas facile pour une personne qui a vécu longtemps dans une maison de la quitter.

Par ailleurs, un certain nombre de communes sont hostiles à un partage de grandes habitations en plusieurs logements plus petits, alors que, estime M. Defeyt, cela rendrait service à la fois aux personnes qui cherchent un logement et à celles qui rencontrent des difficultés à entretenir le leur.

Souvent, poursuit l'économiste, des maisons comptent un niveau inoccupé, "ce qui pose problème quand des tas de jeunes ménages souhaitent par exemple habiter en ville à proximité des services".

Solutions incitatives

Selon lui, la question de la sous-occupation concerne tous les logements, y compris les logements sociaux. "Il faut trouver des solutions et je préfère qu'elles soient incitatives", poursuit Philippe Defeyt, qui cite une expérience menée à Namur où l'on propose aux personnes âgées qui le souhaitent de rejoindre une résidence de service social et de libérer volontairement un logement devenu trop grand pour elles.

J.-C.M.